



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CEMEX GRANULATS SUD OUEST**

13 rue des Lacs  
CS 25114  
31150 Fenouillet

Références : 26-269  
Code AIOT : 0003107198

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement CEMEX GRANULATS SUD OUEST implanté AV DU VIEUX MOULIN 33450 Saint-Loubes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite aux divers signalements venant des agents de la déchèterie du SEMOCTOM qui jouxte le site au Nord, incommodés par la poussière et le bruit lors de certaines campagnes de concassage. L'inspection avait pour objectif de visualiser les envols de poussière et de se rendre compte subjectivement du niveau sonore pendant la campagne de concassage, qui avait lieu du 9 au 13 mars 2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMEX GRANULATS SUD OUEST
- AV DU VIEUX MOULIN 33450 Saint-Loubes
- Code AIOT : 0003107198
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX exploite à Saint-Loubès une installation de transit de produits minéraux et de déchets soumise à enregistrement depuis un arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2022, ainsi qu'une unité mobile de broyage et de concassage soumise à déclaration.

Avant cette extension, l'activité de transit était déclarée depuis 2014 sur le même site.

Le site est situé dans une zone d'activités industrielles.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Signalement poussières	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 39	Demande d'action corrective	15 jours
2	Suivi des retombées	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 50	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Signalement bruit	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	15 jours
4	Suivi du niveau sonore	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Étant donné l'arrêt de la campagne de concassage quelques heures avant l'arrivée de l'inspection, il n'a pas été possible de se rendre compte du caractère incommodant des émissions atmosphériques et sonores. L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires permettant d'abattre les poussières et de réduire le niveau sonore émergent au cours des prochaines campagnes afin de ne pas incommoder les agents et usagers de la déchèterie voisine. L'exploitant ne doit pas se satisfaire de réaliser les mesures de bruit et de poussière aux fréquences réglementaires ; il doit les analyser avec un regard critique et en tirer des actions préventives et correctives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Signalement poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques
<b>Constats :</b>  Suite à un premier signalement en juillet 2025 de la part d'agents de la déchèterie SEMOCTOM au nord du site et une conciliation entre l'exploitant et les responsables du SEMOCTOM, l'exploitant s'était engagé auprès de l'inspection à mettre en place diverses mesures pour abattre les envols de poussières : <ul style="list-style-type: none"><li>• Mise en place d'un bac de rétention sur le stock de produits à concasser pour canaliser au maximum les eaux de pluies et permettre à l'eau de s'infiltrer dans le stock ;</li><li>• Mise en place d'un brumisateur pour abattre les poussières au chargement du concasseur ;</li><li>• Mise en place d'un dispositif d'abattage des poussières aux jetés des tapis de concassage, celui-ci sera installé sur le concasseur mobile ;</li><li>• Zone de concassage disposée entre des stocks déjà existant pour limiter la prise au vent ;</li><li>• Mise en place d'asperseurs mobiles à proximité de la zone de concassage.</li></ul> Lors de la campagne de concassage de fin janvier - début février 2026, les agents de déchèterie n'avaient pas signalé d'envols incommodants. En revanche, dès le début de la campagne de concassage du 9 mars 2026, ils ont signalé à l'inspection être fortement incommodés. Sur place, l'inspection ne constate aucune activité de concassage : l'exploitant explique que celle-ci a en effet pris fin quelques heures auparavant suite à une panne de l'engin. La circulation de camions et d'engins de manutention génère des envols de poussières modérés. Le vent est relativement fort, de secteur Sud-Sud-Ouest. L'inspection constate également que la zone de concassage n'est pas abritée du vent sur plusieurs côtés par des stocks. D'après l'exploitant, les envols de poussière au cours de la campagne de concassage étaient très modérés, en particulier du fait de l'humidité des stocks suite à la pluviométrie des semaines précédentes. Comme il s'y était engagé, l'exploitant commande désormais des concasseurs munis de brumisateurs pour abattre les poussières. Les émissions de poussières lui semblaient raisonnables au cours de toute la campagne, il n'avait pas activé la brumisation. L'exploitant indique que le travail avait commencé entouré de stocks, mais qu'au fur et à mesure du concassage, la disposition des stocks ne le permettait plus.  Il reste que le voisinage est incommodé par l'émission de poussières, le point de contrôle est donc non conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre, dès la prochaine campagne de concassage, les mesures identifiées comme susceptibles de diminuer les envols de poussière, en particulier lorsque le vent est tel qu'il transporte les poussières vers la déchèterie.</p> <p>Il lui est demandé d'utiliser des systèmes de brumisation ou d'aspersion en cas d'envols vers la déchèterie, même lorsque les stocks lui paraissent humides et les envols de poussière limités.</p> <p>Il lui est également demandé d'assurer une organisation de ses campagnes telle que les stocks abritent autant que possible du vent la circulation et le fonctionnement des engins.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Suivi des retombées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection constate que des jauges de mesure des retombées de poussières ont été mises en place le 26 février 2026. Elles seront donc relevées fin mars.</p> <p><i>A posteriori</i>, par courriel du 25 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de mesure des retombées de poussières pour l'année 2025. Les mesures sont trimestrielles, d'une durée d'un mois et réalisées par la méthode des plaquettes selon la norme NF X 43-007.</p> <p>Les valeurs mesurées montrent un fort impact des installations sur l'empoussièrément. Le point de mesure le plus proche de la déchèterie (Nord-Est du site), sous les vents dominants, a ainsi connu sur le mois de juin un empoussièrément de près de 800 mg/j/m<sup>2</sup>, ce qui est quatre fois plus élevé que l'empoussièrément à la même période au point de mesure au vent (Sud-Ouest du site).</p> <p>Par comparaison, la contribution à l'empoussièrément d'une installation de stockage de déchets inertes ne doit pas dépasser 200 mg/j/m<sup>2</sup>.</p> <p>Malgré une forte évolution de l'empoussièrément au cours de l'année, avec en particulier une forte réduction aux trimestres 3 et 4, aucun commentaire autre que "Atténuation sensible de l'envol de poussières" n'est proposé par l'exploitant. Les niveaux d'activité et les conditions météorologiques durant les mois de mesure ne sont pas indiqués. En l'état, les rapports ne permettent pas d'expliquer la forte réduction de l'empoussièrément sur la deuxième moitié d'année 2025.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la simple réalisation des mesures de retombées de poussières</p>

<p>n'est pas satisfaisante : elles doivent faire l'objet d'une analyse critique et mener à des évolutions de pratiques le cas échéant.</p> <p>En fonction des résultats à venir des mesures de retombées de poussières du premier trimestre 2026 validant ou non les mesures mises en œuvre par l'exploitant en cours d'année 2025 pour réduire son impact, l'inspection proposera de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de dresser sous un mois un bilan des résultats de mesure de retombées de poussières du T2 2025 au T1 2026 (année glissante incluant la mesure en cours lors de l'inspection pendant laquelle une campagne de concassage a eu lieu et a conduit à un signalement). Ce bilan est analysé au regard des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières. Il est adressé dans le même délai à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Signalement bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 42</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les agents de la déchèterie signalent, en plus des poussières, un niveau sonore très élevé. L'inspection ne peut se positionner sur un ressenti de niveau sonore puisque le concassage est à l'arrêt pendant toute la durée de présence de l'inspection sur le site d'exploitation et auprès des agents de la déchèterie.</p> <p>Toutefois, les agents de déchèterie ont montré et transmis une photographie, datée du 9 mars 2026, dans laquelle on voit un concasseur très proche de la clôture (simple grillage) séparant le site CEMEX de la déchèterie. Sans aucune barrière à la propagation sonore (stocks de matériaux, merlon) et considérant la faible distance séparant la zone de concassage de la déchèterie, l'inspection considère que l'exploitant n'a pas pris l'ensemble des mesures pour réduire au maximum le bruit de ses installations en limite de propriété.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre, dès la prochaine campagne de concassage, les mesures adéquates pour limiter au maximum le bruit émis par ses installations. Le travail en dent creuse, mesure également utile à la limitation de l'envol de poussières, paraît par exemple pertinente.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : Suivi du niveau sonore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>A posteriori</i>, l'exploitant a transmis par courriel du 25 mars 2026 le dernier rapport de mesure de niveau sonore daté de juin 2024. La fréquence de contrôle est respectée.</p> <p>Toutefois, seul le niveau sonore en limite de propriété a été mesuré, aucun contrôle en zone à émergence réglementée (déchèterie notamment) n'a été réalisé. Les deux seuls points de mesure, en limite de propriété, sont placés d'une manière telle qu'il n'est pas possible de qualifier l'impact sonore de l'installation sur son environnement.</p> <p>Le niveau sonore aux deux points mesurés ne dépasse pas le seuil de 70 dB(A), même en période de concassage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser, sous un mois et pendant une campagne de concassage, une nouvelle mesure de niveau sonore permettant d'évaluer correctement l'impact de l'installation sur son environnement, en particulier vers la déchèterie qui signale une nuisance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois